

## Politique de décentralisation

## Amnesty veut être plus engagée sur le terrain en Afrique

Depuis le 10 mars 2014, Deprose Muchena a été nommé Directeur du bureau d'Amnesty International pour la région sud du continent africain. Basé à Johannesburg, ce nouveau bureau abritera des experts en recherches, campagne, et plaidoyer. Il a eu, récemment, une conversation intéressante sur les droits humains avec Lindley Couronne, directeur de DIS-MOI.

> L.Couronne : Pouvez-vous vous présenter au public mauricien et nous dire comment vous avez atterri à Amnesty International ?

D.Muchena :

Merci de me donner l'occasion d'élaborer sur le travail d'Amnesty International dans cette région du monde. Je suis citoyen du Zimbabwe. J'étais auparavant l'Assistant-Directeur de OSISA (Open Society Initiative for Southern Africa). J'ai été nommé le Directeur du nouveau régional de la région sud en mars 2014 et suis à la tête d'un personnel d'une vingtaine de personnes dans différents domaines.

> L.Couronne : Amnesty International semble avoir changé de politique depuis quelque temps par rapport à sa présence dans les pays. En quoi ce changement bénéficiera-t-il aux populations et quelle est la nature du changement ?

D.Muchena :

Oui, vous avez raison. Dans sa stratégie d'être plus près du terrain, le Secrétariat International a, depuis quelque temps, entrepris de décentraliser Amnesty en créant des 'multi-hub centres' sur le continent africain : un à Dakar (Ouest Afrique) ; un à Nairobi (Afrique de l'Est) ; et un à Johannesburg (Afrique du Sud) que je dirige. Je suis heureux de me joindre à Amnesty International à un moment où le monde est en train de changer à une vitesse impressionnante, à une époque où le continent africain fait face à un renouveau et où la région sud émerge comme un élément politico-économique incontournable pour l'Afrique. C'est donc un moment crucial pour mettre à l'agenda la liberté, la justice, l'égalité et les droits humains pour tous.

> L.Couronne : Nous savons tous, que les gouvernements ont la responsabilité majeure de s'assurer que les droits humains soient respectés. A Maurice, le nouveau gouvernement a promis de débiter cette année l'éducation aux droits humains dans les collèges de la République. Quelles sont selon vous les questions des droits humains les plus urgentes dans cette région du monde ?

D.Muchena :

Je viens de vous parler du développement de l'Afrique durant cette dernière décennie. Il y a aussi les dangers inhérents à ce développement avec un triple fardeau du chômage, de la pauvreté et de l'inégalité dont font face la majorité des africains dans cette région du monde, surtout les femmes, les filles, les personnes porteuses de handicaps, les jeunes et d'autres groupes minoritaires.

N'oubliez pas que c'est une région immensément riche, en minéraux (Madagascar), bois de



« Nous voulons que Maurice soit engagé par rapport à ce qui se passe en Afrique. Et nous voulons que le continent noir sache ce qui se passe dans vos îles de l'océan Indien »

construction (Mozambique), diamants (Lesotho, Botswana), l'or (Afrique du Sud). Or, 60% des Sud Africains n'ont pas accès à l'eau potable. Les gouvernements auront donc à résoudre cette intenable contradiction de ces immenses richesses, face à la pauvreté des populations. Cela affecte l'avenir de cette région sud et, par conséquent, l'avenir des droits humains.

> L.Couronne : Nous sommes quand même au 21e siècle et les gouvernements se doivent de consolider l'État de droit et faire attention aux libertés individuelles. Qu'en est-il de la situation des droits humains dans les pays de la région sud ?

D.Muchena :

Vous savez, en juillet 2015, en Angola, 15 jeunes personnes se sont rencontrées pour discuter de la situation de leur pays. Elles furent arrêtées et détenues sans procès. On les appelle Angola 15. Au Zimbabwe, le journaliste Itai Dzamara a disparu et n'a jamais été retrouvé. Au Botswana, 45 juges ont été suspendus et il semble y avoir une attaque systématique sur le judiciaire dans ce pays. Au Mozambique, un professeur d'université a eu toutes sortes d'ennuis pour avoir exprimé son opinion sur Facebook. Comme vous pouvez le constater, il y a encore beaucoup à faire pour l'État de Droit dans cette région.

> L.Couronne : Avec la nouvelle politique de décentralisation du Secrétariat International d'Amnesty International, est-ce à dire qu'il n'y aura pas d'entités nationales et plus de sections ?

D.Muchena :

Non, ce n'est pas exact. Les Sections continuent d'exister en parallèle avec les bureaux nationaux. Par exemple, nous avons un bureau national pour le Sud Afrique qui n'est pas une Section, c'est-à-dire qui n'a pas de Board et qui est une plus petite entité.

> L.Couronne : Amnesty International, en tant que plus grande Association des droits humains dans le monde, est célèbre pour les Campagnes percutantes par rapport aux différents thématiques des droits humains : LGBT, Femmes, Torture, entre autres. Pouvez-vous élaborer sur les Campagnes importantes de cette année.

D.Muchena :

2016 sera une année où nous travaillerons beaucoup sur les défenseurs des droits humains, car dans certains pays d'Afrique et du monde, défendre les droits humains met votre vie en péril. Nous voulons donc être sur le terrain, entreprendre des recherches, faire un plaidoyer constant auprès des gouvernements car nous ne sommes pas une organisation de bureau seulement. D'autre part, notre Campagne sera axée sur les personnes en déplacement (réfugiés), car vous savez bien qu'en temps de guerre la problématique des réfugiés est bien réelle.

> L.Couronne : Depuis sa création en 2012, DIS-MOI a eu comme plan stratégique (2012-2015) de se donner une identité dans la République de Maurice. C'est fait. Durant les trois prochaines années, nous serons présents dans le sud-ouest de l'océan Indien, Madagascar, Seychelles, Comores, car notre mission est de promouvoir les droits humains dans cette région du monde. Votre bureau d'Amnesty International a commencé à collaborer avec DIS-MOI qui a fait campagne à Maurice pour Itai Dzamara. Serez-vous présent dans la région dans les années à venir ?

D.Muchena :

Dans ce travail que je fais, la capacité de travailler en réseau avec la société civile est capitale. Nous voulons que la population mauricienne soit engagée par rapport à ce qui se passe sur le continent africain. Et nous voulons que le continent sache aussi ce qui se passe dans vos îles du sud-ouest de l'océan Indien. Dans ce contexte, je visiterai Madagascar cette année et, probablement, je serai à Maurice. Nous travaillerons évidemment avec DIS-MOI sur la problématique des droits humains dans cette région.

Faisons connaissance avec... AMNESTY INTERNATIONAL 

Amnesty International est une organisation non gouvernementale internationale regroupant plus de 7 millions de personnes qui prennent l'injustice comme une affaire personnelle. Ils font campagne pour un monde où chacun peut jouir de ses droits.

SIÈGE :

Londres, Royaume-Uni

FONDATEUR :

Peter Benenson

FONDÉE :

Juillet 1961, Londres, Royaume-Uni

Membres/Supporters : 7 millions

AUTRES FILIALES :

Amnesty International USA, Amnesty International France, Amnesty International Sud Afrique, Amnesty International Norvège, Amnesty International Portugal, Amnesty International Nouvelle Zélande, Amnesty International Australie et tant d'autres.

RECHERCHES :

Les changements concernant les droits humains s'appuient sur du concret. Les experts d'Amnesty conduisent des recherches précises, recoupées, sur les atteintes commises notamment par des États. Activités de plaidoyer et travail de pression Les analyses leurs permettent d'influencer les États, les entreprises et les décideurs, et de les pousser à faire les bons choix.

CAMPAGNES ET ACTIONS :

Par des pétitions, lettres et manifestations, des militants du monde entier font pression sur les personnes et les institutions susceptibles de faire changer les choses.

« MIEUX VAUT ALLUMER  
UNE BOUGIE  
QUE MAUDIRE  
LES TÉNÉBRES. »

Amnesty International

## FORMATION EN DROITS HUMAINS

Les cours de formation en droits humains et citoyenneté, étalés sur quatre semaines, reprennent à la fin du mois. La 9e journée démarra le 30 janvier pour s'achever le 20 février de 9h30 à 12h. Le lieu où ils se tiendront reste à déterminer en fonction du nombre de participants. Tous ceux ou celles qui souhaitent s'inscrire sont priés de contacter le secrétariat de DIS-MOI sur le 466 5673 ou par email sur [info@dismoi.org](mailto:info@dismoi.org)

FAITS ET CHIFFRES  
SUR LES DROITS  
HUMAINS, 2014

En 2014, Amnesty International a recueilli des informations et effectué des recherches sur des atteintes aux droits humains commises dans 160 pays et territoires à travers le monde. Si l'organisation a pu constater des avancées dans certaines régions, pour un grand nombre de personnes la situation s'est au contraire détériorée.



## DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DIS-MOI (Droits Humains Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et/ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DIS-MOI.